



CLAUDE LEBLANC

Maire de Mayenne
Directeur de Caisse d'Epargne

REPUBLIQUE FRANÇAISE

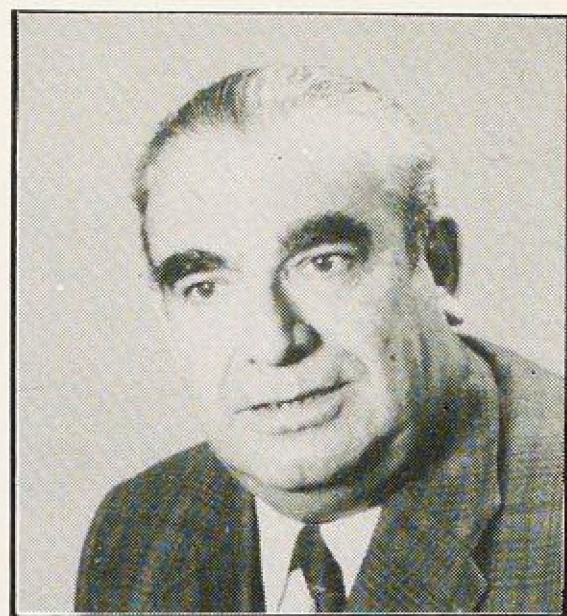
Elections Législatives

12 mars 1978

3^e circonscription Mayenne



PARTI SOCIALISTE



EDMOND RENARD

Maire de Pré-en-Pail
Conseiller Général
Docteur en Médecine

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les 12 et 19 mars nous aurons à élire de nouveaux Députés. Nous aurons à choisir entre les candidats de l'actuelle majorité et les hommes et les femmes de gauche.

Les conditions de vie de millions de Français, retraités ou en activité, l'avenir des jeunes, l'avenir du pays dépendront largement du choix que nous ferons ces 12 et 19 mars.

Pouvons-nous encore hésiter ?

Les forces d'opposition, les organisations de travailleurs ont arraché des avantages à la majorité actuelle. C'est vrai.

Mais 10 % de Français possèdent à eux seuls la moitié des richesses du pays.

Un Français sur trois gagne moins de 2 200 francs par mois.

Un million 200 000 Français sont au chômage. Les économies des personnes âgées sont rongées par l'inflation.

Un ouvrier vit en moyenne huit ans de moins qu'un cadre.

La majorité actuelle a eu 20 ans pour réduire ces inégalités, pour corriger ces injustices. Elle ne l'a pas fait. Elle ne le fera pas.

Nous ne pouvons plus lui faire confiance.

Nous vous appelons à mettre fin au règne de l'actuelle majorité.

Nous nous engageons à appliquer le programme de gouvernement de la Gauche.

POUR UNE PLUS GRANDE JUSTICE SOCIALE

DÈS MARS 1978

- Le S.M.I.C. sera porté à 2 400 francs par mois.
- Le montant de l'allocation aux personnes âgées sera fixé à 1 300 francs par mois.
- Le montant de l'allocation d'aide sociale aux handicapés s'élèvera à 1 200 francs par mois.
- Le montant de l'indemnité minimale de chômage sera porté à 50 % du S.M.I.C. (aux 2/3 du S.M.I.C. pour le soutien de famille).
- Le montant des allocations familiales sera augmenté de 50 % (25 % immédiatement, 25 % en 79).
- Les produits de toute première nécessité ne seront plus soumis à la T.V.A.
- L'épargne populaire sera protégée : le livret A de Caisse d'Epargne sera indexé.
- Les travailleurs de la terre recevront la juste rémunération de leur activité.

POUR UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES POUVOIRS

Les grandes banques d'affaires, les grands groupes industriels disposent de capitaux énormes. Ils les placent là où le profit est élevé et immédiat, souvent à l'étranger. Ils créent ainsi le chômage et l'inflation. Ils asphyxient notre artisanat, nos petites et moyennes entreprises. Ils défigurent notre cadre de vie. Ils affaiblissent le franc. Ils appauvrissent notre pays.

*Les grandes banques d'affaires, 9 grands groupes industriels seront nationalisés.
Les pouvoirs qu'ils détiennent nous seront confiés pour*

DONNER DU TRAVAIL A TOUS

- 390 000 emplois seront créés en 78. 500 000 en 79.
- Les auxiliaires de la Fonction Publique seront titularisés.
- Artisans, commerçants, petites et moyennes entreprises seront protégés, aidés et encouragés (allègements des charges sociales, crédit...).
- La terre ne sera plus objet de spéculation : les jeunes agriculteurs pourront s'installer sans être écrasés sous le poids des dettes.

DONNER DU MIEUX-ETRE A CHACUN

- Permettre aux jeunes de travailler et vivre au pays en créant des activités nouvelles dans les villages, les villes et les régions qui se meurent.
- Permettre à chacun de se loger, de se soigner, de communiquer, de se déplacer.
Les organismes de logements sociaux, les P.T.T., les transports en commun, les services de santé seront dotés de moyens nouveaux.
- Protéger et embellir le cadre de vie.

Un plan de lutte contre la pollution de l'air et de l'eau sera établi. Il visera en 5 ans à réduire des 3/4 le volume des déchets.

Les entreprises qui fabriquent des articles solides, durables seront encouragées.

Le programme nucléaire ne sera pas poursuivi au-delà des engagements pris.

- Protéger et élargir les droits des travailleurs.
Tout travailleur qui perd son emploi pour cause économique sera reclassé à salaire égal dans la même région.
Les représentants élus des travailleurs participeront à la gestion des entreprises.

L'Etat exerce une véritable surveillance sur les citoyens et sur les collectivités locales. Il porte atteinte à nos libertés.

Les pouvoirs abusifs dont il dispose lui seront retirés afin de

PROTEGER ET ELARGIR LES LIBERTES

- Chacun aura droit au respect rigoureux de sa vie privée.
- La propriété privée et sa transmission par héritage seront garanties par la loi.
- Les libertés de manifestation, de diffusion des écrits, de réunion et d'association seront assurées.
- La justice sera indépendante du pouvoir.
- La commune sera dotée d'une plus large autonomie financière et administrative.
- Les associations de consommateurs auront des pouvoirs étendus.

POUR AVOIR LE DROIT D'APPRENDRE, POUR AVOIR LE DROIT DE VIVRE...

- L'école devra offrir des chances égales à tous.
- Chaque adulte pourra bénéficier de stages payés pour améliorer sa formation.
- Les femmes pourront prendre la retraite à 55 ans, les hommes à 60 %.
- Les travailleurs bénéficieront d'une cinquième semaine de congés payés.
- Le congé de maternité sera porté à 18 semaines.

Voilà nos propositions. Elles sont l'espérance de millions de Françaises et de Français.

Depuis mars 1977, les Socialistes sont à la tête de nombreuses communes de France.

Avec rigueur et précision ils définissent ce qui est possible. Avec passion et dévouement ils donnent vie à ce qui est nécessaire, à ce qui est juste.

ILS TIENNENT CE QU'ILS PROMETTENT ILS NE PROMETTENT QUE CE QU'ILS PEUVENT TENIR.

Ce qu'ils font pour nos communes et leurs habitants, dans le respect de la liberté, dans le respect du suffrage universel, ils le feront pour notre pays et notre peuple.

Ensemble, hommes et femmes de la Mayenne, nous dirons oui à l'espérance.

POUR CHANGER LA VIE

DÈS LE 12 MARS
VOUS VOTEREZ



Claude LEBLANC

Edmond RENARD

Candidats du Parti Socialiste